

Déclaration de la CES sur l'expulsion de sa Secrétaire générale de Tunisie sur ordre du gouvernement

La secrétaire générale de la **Confédération européenne des syndicats** (CES) est arrivée sain et sauf à Bruxelles cet après-midi après avoir reçu l'ordre du gouvernement tunisien de quitter le pays pour avoir participé à une manifestation contre la répression des syndicats et des droits des travailleurs.

Esther Lynch s'était rendue en Tunisie dans le cadre d'une délégation de dirigeants syndicaux internationaux pour manifester sa solidarité avec l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dont les membres font l'objet d'une campagne de harcèlement de la part du gouvernement du pays.

Vendredi, Lynch a rencontré le secrétaire général de l'UGTT, Nouredine Taboubi, avant de participer samedi à une manifestation organisée par le syndicat à Sfax.

Après la manifestation, le président tunisien Kais Saied a publié un article sur son site Internet officiel accusant le secrétaire général de la CES d'avoir enfreint la loi en menaçant la sécurité du pays.

Les autorités ont alors confronté Esther Lynch en personne, affirmant qu'elle avait 24 heures pour quitter le pays. Elle a reçu l'ordre de signaler aux autorités ses activités – et toute personne à qui elle a parlé – dans l'intervalle.

Le traitement réservé au secrétaire général de la CES est conforme à la campagne d'intimidation et de harcèlement menée contre les syndicats par le président Kais Saied, qui comprend :

- L'arrestation du responsable de l'UGTT Anis Al-Kaabi le 31 janvier pour une grève légitime et légale
- Le limogeage de responsables syndicaux
- Des poursuites malveillantes contre des syndicalistes
- L'utilisation des forces de l'ordre pour surveiller et restreindre l'activité syndicale
- La promotion des syndicats jaunes

Ces tactiques font partie d'une campagne menée par le président Saied pour briser la résistance du syndicat aux politiques qui font payer aux citoyens ordinaires la crise économique, sociale et constitutionnelle du pays.

Les attaques se sont aggravées depuis que l'UGTT et les dirigeants de la société civile ont lancé une initiative nationale de sauvetage en décembre pour apporter des solutions équitables aux défis auxquels le pays est confronté.

La Tunisie fait désormais partie d'un groupe de pays où il n'y a « aucune garantie de droits », selon l'Indice mondial des droits de la CSI. C'était le seul pays au monde à entrer dans ce groupe l'année dernière.

La secrétaire générale de la CES, Esther Lynch, a déclaré :

« En Tunisie, j'ai rencontré des syndicalistes et des dirigeants de l'UGTT. Des gens courageux, travailleurs, honnêtes et respectables et une véritable voix pour les travailleurs préoccupés par la lutte pour joindre les deux bouts et que la situation serait aggravée par des réformes réduisant les subventions sur l'alimentation et l'énergie. »

« Ils avaient beaucoup d'idées sur les solutions à la crise actuelle mais au lieu d'être écoutés, ils sont menacés, intimidés et attaqués. Ce qui m'est arrivé n'est que la pointe de l'iceberg. »

« Attaquer des dirigeants syndicaux a pour but de leur compliquer la tâche. Mais c'est aussi un message : cela démontre que si les autorités peuvent attaquer les plus forts, imaginez ce qui arrivera aux membres les plus faibles des syndicats les plus vulnérables. »

« La décision de m'expulser pour avoir participé à une manifestation pacifique est typique du harcèlement et de l'intimidation auxquels sont quotidiennement confrontés les syndicalistes en Tunisie. Au cours des derniers mois, des membres de l'UGTT ont été arrêtés, licenciés et espionnés simplement pour avoir exercé un travail syndical tout à fait légal. »

« Ces tactiques autoritaires utilisées contre les syndicalistes et les militants de la société civile, dont j'ai fait l'expérience de première main ce week-end, n'ont pas leur place dans un pays démocratique. J'appelle à nouveau le président Saied à respecter les droits démocratiques et à mettre fin à ses attaques contre les syndicalistes. »

« Loin de me faire taire, mon traitement ce week-end a renforcé ma détermination à soutenir les syndicats en Tunisie et je vais élever leur traitement au plus haut niveau de l'UE. »

Répondant aux allégations d' « ingérence » dans les affaires tunisiennes, Lynch a ajouté :

« L'internationalisme et la solidarité sont au cœur du mouvement ouvrier, il est donc tout à fait normal qu'un dirigeant syndical européen aille se tenir aux côtés des travailleurs en Tunisie. »

« Le message de solidarité, de justice sociale et de dialogue que j'ai donné lors de la manifestation à Sfax n'est pas différent de celui que j'ai donné aux travailleurs en France et au Royaume-Uni ce mois-ci. »

« Nous avons appelé les gouvernements français et britannique à résoudre les conflits par des négociations avec les syndicats plutôt que par des attaques contre eux – et c'est exactement ce que mon message est au gouvernement tunisien. »

« Il n'y a eu aucune différence dans mon approche de la solidarité avec les travailleurs en France, au Royaume-Uni ou en Tunisie. Mais le fait que je n'ai été fait persona non grata que par l'un de ces pays en dit long. »